

Les Camerounais approuvent la gestion de la pandémie mais restent réfractaires aux vaccins

Dépêche No. 859 d'Afrobarometer | Walleign S. Hassen

Résumé

Le Cameroun a confirmé ses deux premiers cas de COVID-19 le 5 mars 2020 (Esso, 2021). Depuis, 125.242 cas ont été signalés, occasionnant 1.974 décès (Organisation Mondiale de la Santé, 2024 ; Worldometer, 2024).

Les stratégies du gouvernement camerounais visant à limiter la transmission virale et les impacts de la pandémie comprenaient la fermeture des frontières terrestres et aériennes, des mesures de protection telles que la distanciation sociale et le port obligatoire de masques, la fermeture des écoles et des universités, et des restrictions sur les voyages et les activités économiques (Esso, 2021 ; Takoguen & Sieleunou, 2021 ; Organisation Internationale du Travail, 2020). Le Cameroun s'est également distingué par l'intégration des soins de santé mentale dans la riposte nationale (Mviena et al., 2020). En décembre 2023, 14% de la population avait reçu au moins une dose de vaccin COVID-19 (Organisation Mondiale de la Santé, 2024).

Cette dépêche fait le point d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire de l'enquête Afrobarometer Round 9 (2022) pour explorer les expériences et les perceptions des citoyens camerounais vis-à-vis de la pandémie.

Les résultats de l'enquête révèlent que, un cinquième des adultes déclarent avoir été vaccinés contre la COVID-19, et une majorité d'entre eux déclarent qu'il est peu probable qu'ils le soient à l'avenir. Les raisons les plus fréquemment invoquées sont liées à l'innocuité des vaccins, et la plupart d'entre eux déclarent ne pas faire confiance au gouvernement pour garantir l'innocuité des vaccins COVID-19.

Seulement environ un répondant sur 10 déclarent que leurs ménages ont reçu une aide gouvernementale pour faire face à la pandémie, et la majorité d'entre eux pensent que cette aide a été distribuée de manière inéquitable et que plus qu'une petite partie des ressources destinées à la riposte à la pandémie a été perdue à cause de la corruption.

En dépit de ces préoccupations, plus de la moitié des citoyens approuvent la performance gouvernementale dans la gestion de la pandémie et pensent que le gouvernement sera au moins « très préparé » pour faire face à la prochaine situation d'urgence en matière de santé publique.

Enquêtes Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Les partenaires nationaux d'Afrobarometer conduisent des entretiens en face-à-face dans la langue choisie par le répondant.

L'équipe d'Afrobarometer au Cameroun, dirigée par le partenaire national Groupe Cible Etudes & Conseil, s'est entretenu avec 1.200 adultes camerounais en avril-mai 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les précédentes enquêtes ont été conduites au Cameroun en 2013, 2015, 2018 et 2021.

Résultats clés

- **Des répercussions de la pandémie de COVID-19 :**
 - Un cinquième (20%) des Camerounais déclarent qu'un membre de leur ménage a perdu son emploi, son entreprise ou sa principale source de revenus à cause de la COVID-19, tandis que 7% déclarent qu'un membre de leur foyer est tombé malade à cause de la COVID-19 ou qu'il a été testé positif au virus.
- **Attitudes vis-à-vis des vaccins :**
 - Un cinquième (20%) des Camerounais déclarent avoir été vaccinés contre la COVID-19.
 - Une majorité (53%) des répondants déclarent qu'il n'est « pas du tout probable » (41%) ou « pas très probable » (12%) qu'ils essaient de se faire vacciner.
 - La majorité de ceux qui déclarent qu'ils n'essaieront probablement pas de se faire vacciner citent comme raison principale les inquiétudes liées à l'innocuité des vaccins COVID-19.
 - Seul un quart (27%) des Camerounais déclarent faire confiance au gouvernement pour garantir l'innocuité des vaccins COVID-19.
- **De la riposte gouvernementale à la pandémie de COVID-19 :**
 - Une faible majorité (54%) de Camerounais estiment que le gouvernement a « assez bien » ou « très bien » géré la riposte à la pandémie de COVID-19, tandis que 45% jugent ses performances médiocres.
 - Environ la moitié des répondants se disent satisfaits des efforts déployés par le gouvernement pour minimiser les perturbations dans l'éducation des enfants (49%) et pour veiller à ce que les établissements de santé disposent de ressources suffisantes pour faire face à la pandémie (52%). Mais seulement 38% sont satisfaits de l'aide apportée par le gouvernement aux ménages vulnérables.
 - Un dixième (9%) des Camerounais déclarent que leurs ménages ont reçu une aide du gouvernement pour faire face à la pandémie. La plupart des citoyens affirment que l'aide a été distribuée de manière inéquitable (76%) et que « certains » ou « beaucoup » des ressources destinées à la réponse à la COVID-19 ont été perdues à cause de la corruption (83%).
 - Plus de deux tiers (68%) des citoyens approuvent le recours à la police ou à l'armée pour faire respecter les consignes de santé publique pendant une pandémie, mais les avis sont plus mitigés pour ce qui est notamment de la censure des médias (48% d'approbation) et du report des élections (52%) en riposte à la pandémie.

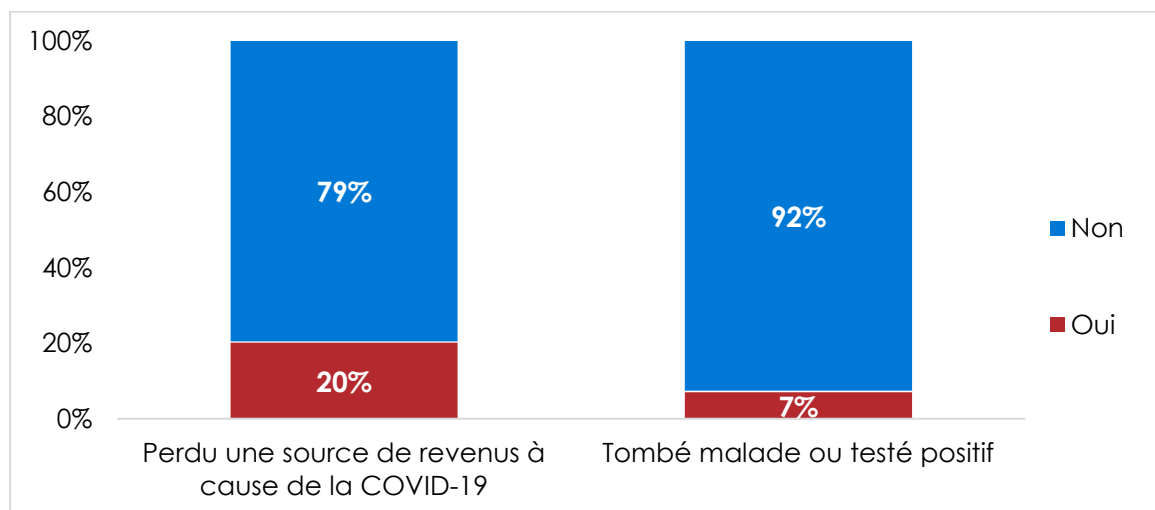
■ **Perspectives d'avenir :**

- La majorité (56%) des Camerounais pensent que le gouvernement est prêt à faire face à de futures situations d'urgence en matière de santé publique.
- Moins de la moitié (47%) pensent que le gouvernement doit investir davantage dans la préparation aux futures crises sanitaires.

Des répercussions de la COVID-19

Un cinquième (20%) des Camerounais déclarent qu'un membre de leur ménage a perdu son emploi, son entreprise ou sa principale source de revenus à cause de la pandémie, tandis que 7% déclarent qu'un membre de leur ménage est tombé malade ou a été testé positif à la COVID-19 (Figure 1).

Figure 1 : Impacts de la COVID-19 | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de la COVID-19 : Etre tombé malade ou testé positif de la COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ?

Les répercussions économiques de la COVID-19 sont davantage signalées par les citadins (25%) et les hommes (22%) que par les ruraux (16%) et les femmes (18%) (Figure 2).

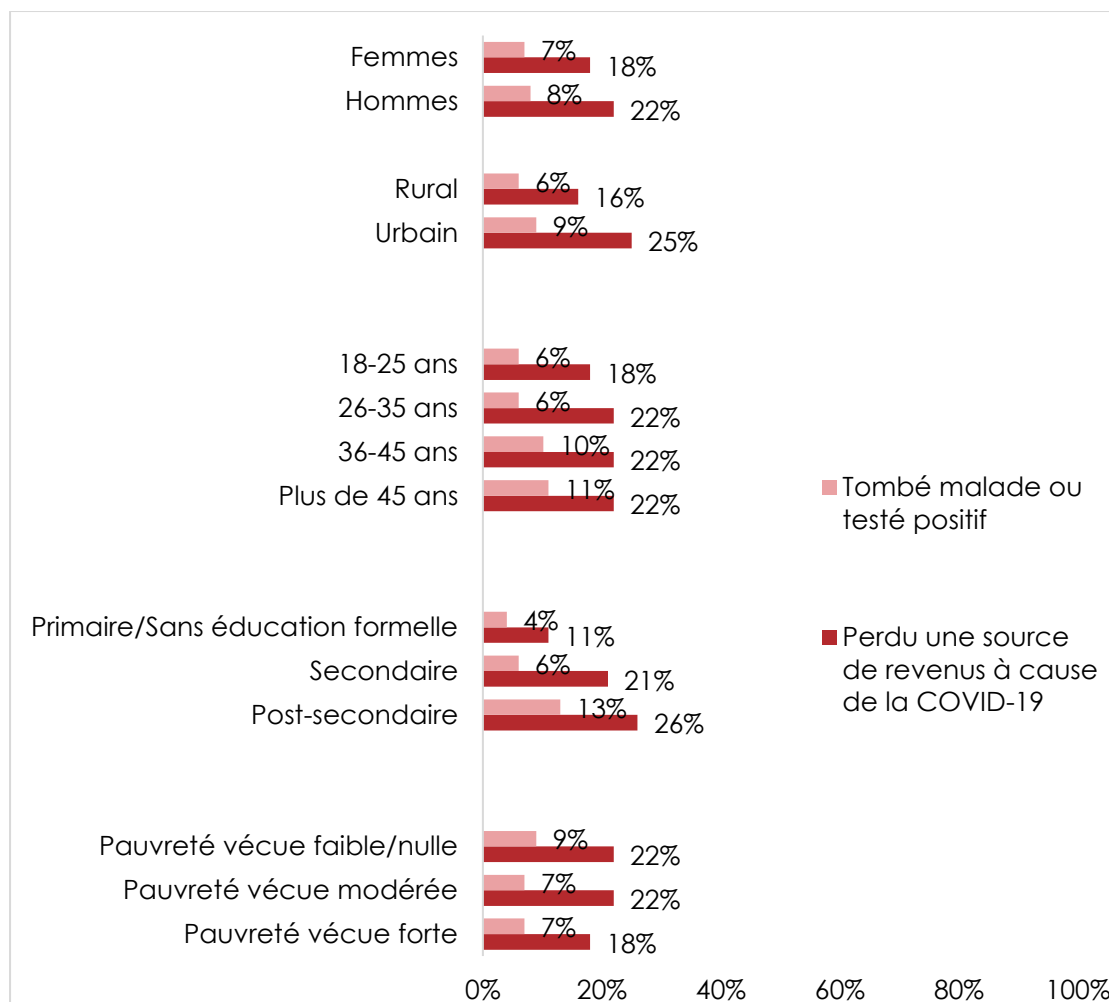
La perte d'une source de revenus est environ deux fois plus fréquente chez les individus ayant fait des études secondaires (21%) ou post-secondaires (26%) que chez ceux ayant fait des études primaires ou moins (11%). Elle est également plus fréquente chez les citoyens plus aisés (22%) que chez les personnes en situation de grande pauvreté¹ (18%).

La génération la plus jeune (18-35 ans) est moins susceptible que les plus anciennes de déclarer être tombée malade ou avoir été testée positive à la COVID-19 (6% contre 10% à

¹ L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible de cuisson et de revenus en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

11%). La maladie et/ou les résultats positifs au test COVID-19 sont plus fréquents chez les répondants les plus instruits (13%) que chez leurs concitoyens moins scolarisés (4%-6%).

Figure 2 : Impacts de la COVID-19 | par groupe démographique | Cameroun | 2022



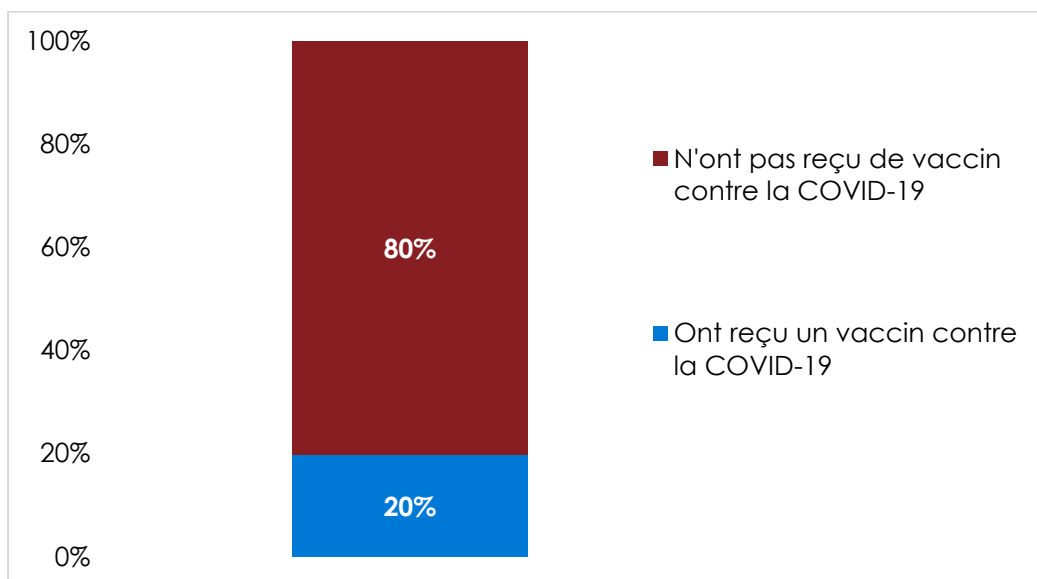
Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de la COVID-19 : Être tombé malade ou testé positif de la COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ? (% qui disent « oui »)

Attitudes vis-à-vis de la vaccination

Un cinquième (20%) des Camerounais déclarent avoir été vacciné contre la COVID-19, tandis que 80% disent ne jamais l'avoir été (Figure 3). Au nombre des répondants non vaccinés, 53% se disent qu'il n'est « pas du tout probable » (41%) ou « pas très probable » (12%) qu'ils se fassent vacciner. Environ un quart des répondants affirment que c'est « quelque peu probable » (18%) ou « très probable » (9%) qu'ils se vaccinent (Figure 4).

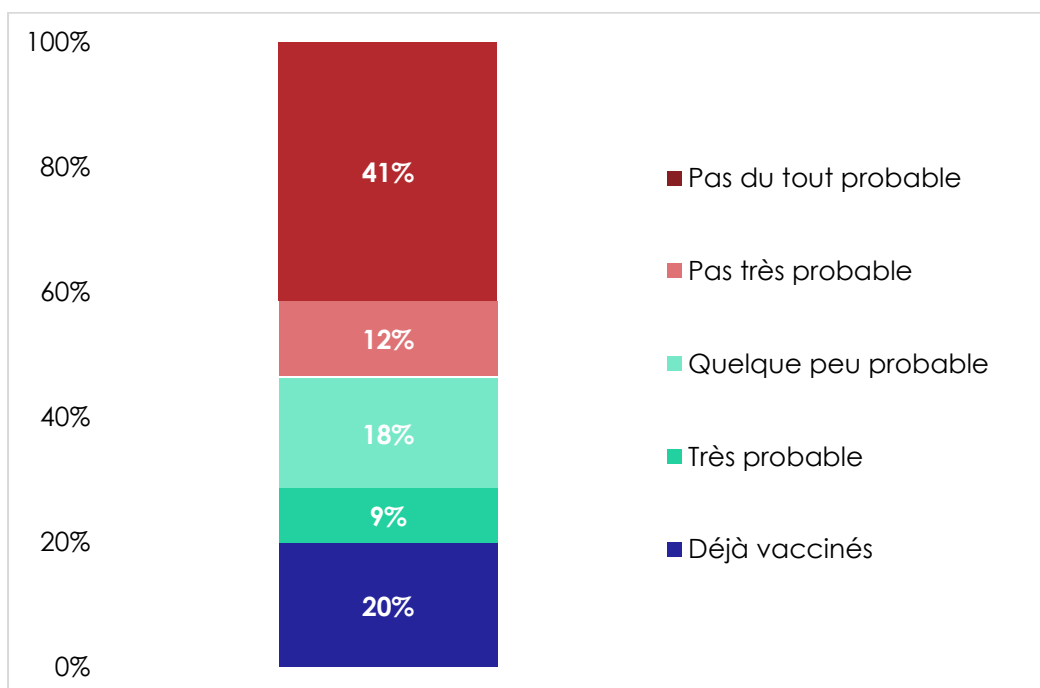
Les taux de vaccination autodéclarés sont plus élevés dans les zones rurales que dans les villes (25% contre 15%) (Figure 5). Les citoyens ayant fait des études primaires ou moins (26%) sont plus susceptibles de déclarer avoir reçu le vaccin que les groupes plus instruits (16%-22%).

Figure 3 : Avoir reçu une vaccination contre la COVID-19 | Cameroun | 2022



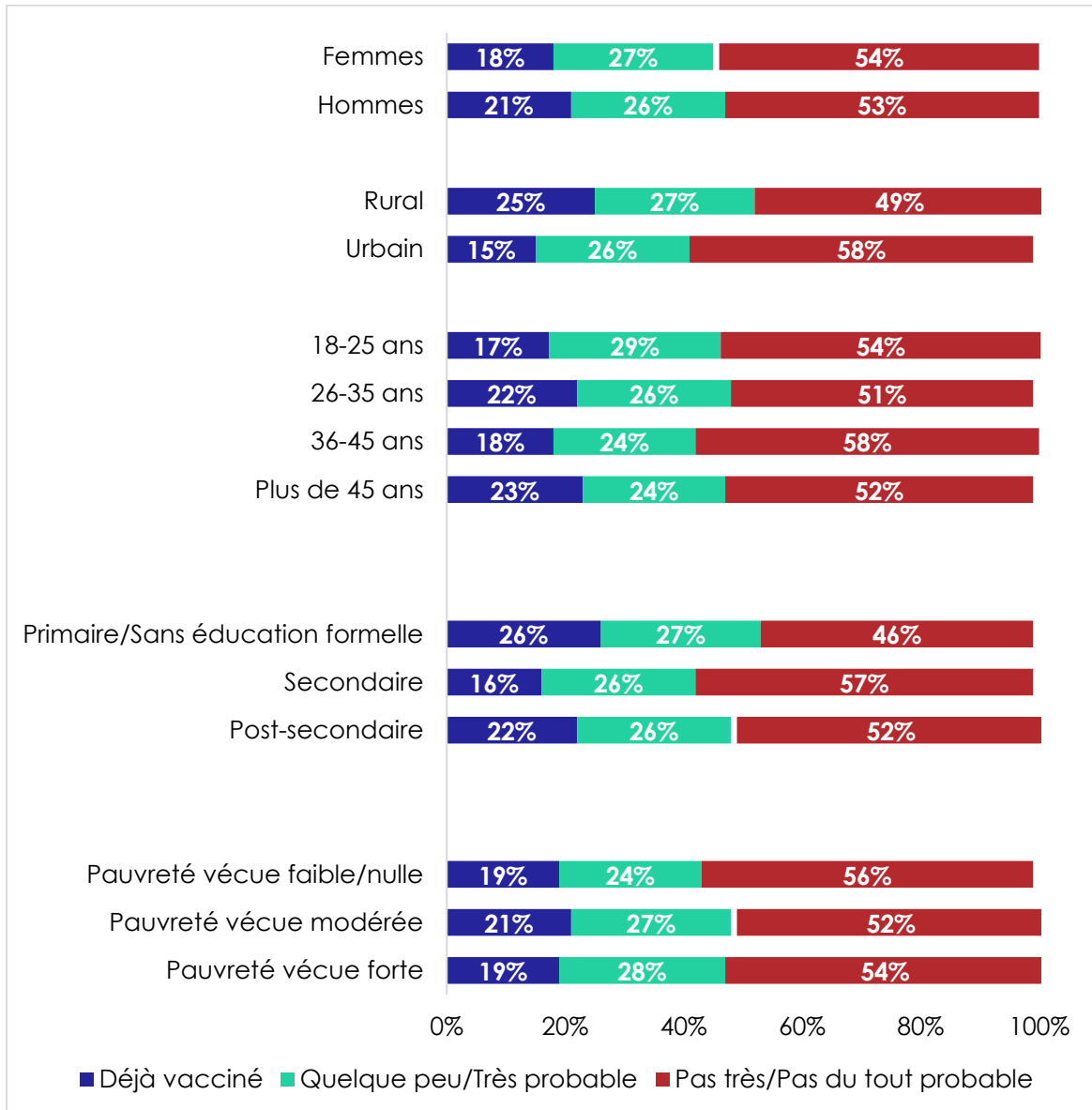
Question posée aux répondants : Avez-vous reçu une vaccination contre la COVID-19, une ou deux doses ?

Figure 4 : Probabilité de se faire vacciner contre la COVID-19 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants qui n'ont pas encore reçu de vaccin anti-COVID-19 : Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ?

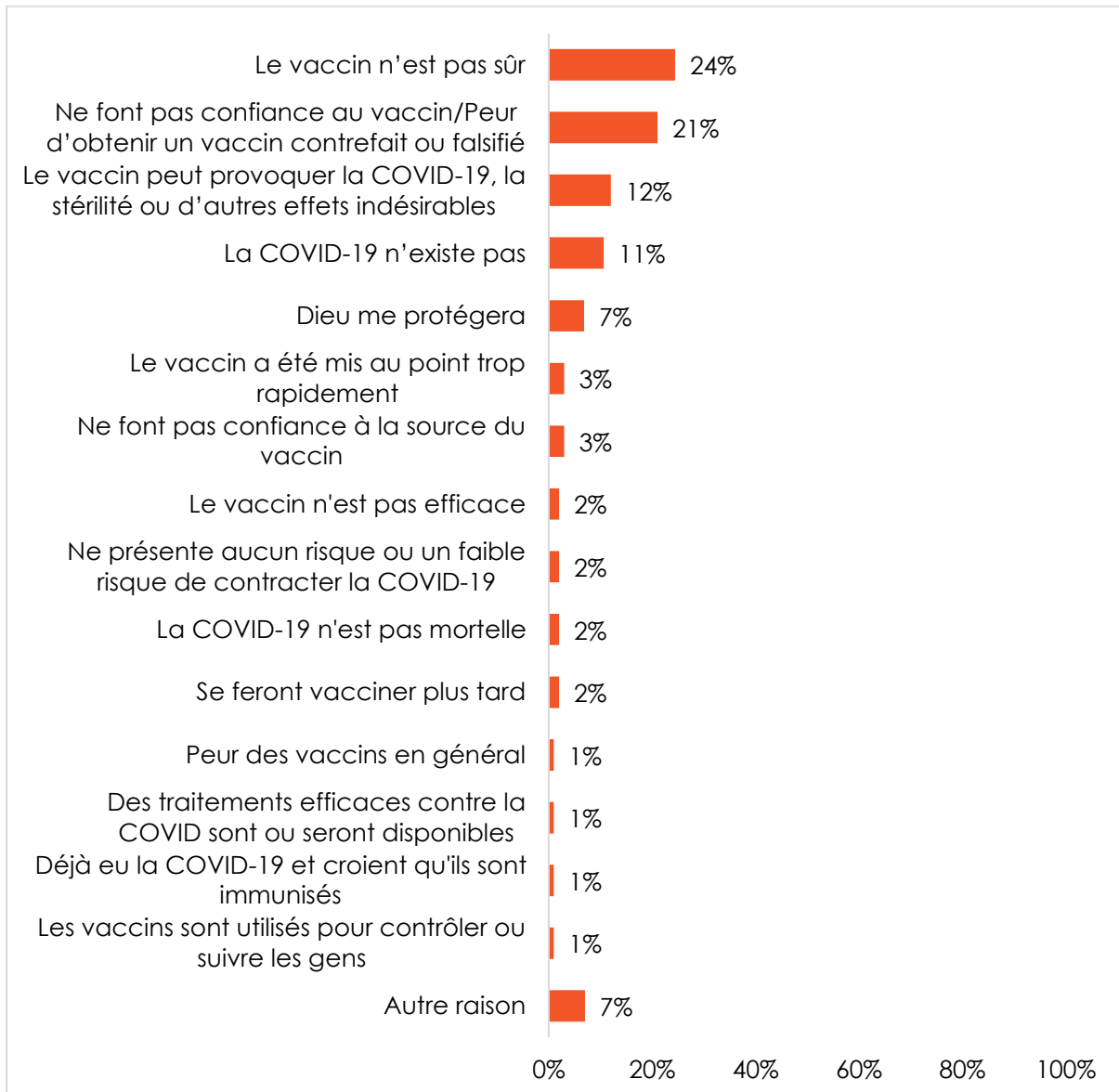
Figure 5 : Probabilité de se faire vacciner | par groupe démographique
 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ?

Les questions liées à l'innocuité des vaccins constituent la principale préoccupation parmi les citoyens qui déclarent qu'il est peu probable qu'ils se fassent vacciner (Figure 6) : 24% pensent que le vaccin n'est pas sans danger, 21% disent qu'ils n'ont pas confiance en ce vaccin ou qu'ils craignent de recevoir un vaccin de mauvaise qualité, et 12% craignent que le vaccin ne provoque la COVID-19, la stérilité ou d'autres effets secondaires néfastes. D'autres pensent que la COVID-19 n'existe pas (11%), que Dieu les protégera contre la COVID-19 (7%), que le vaccin a été développé trop rapidement (3%) ou que la source du vaccin n'est pas digne de confiance (3%).

Figure 6 : Raisons du rejet de la vaccination contre la COVID-19 | Cameroun | 2022



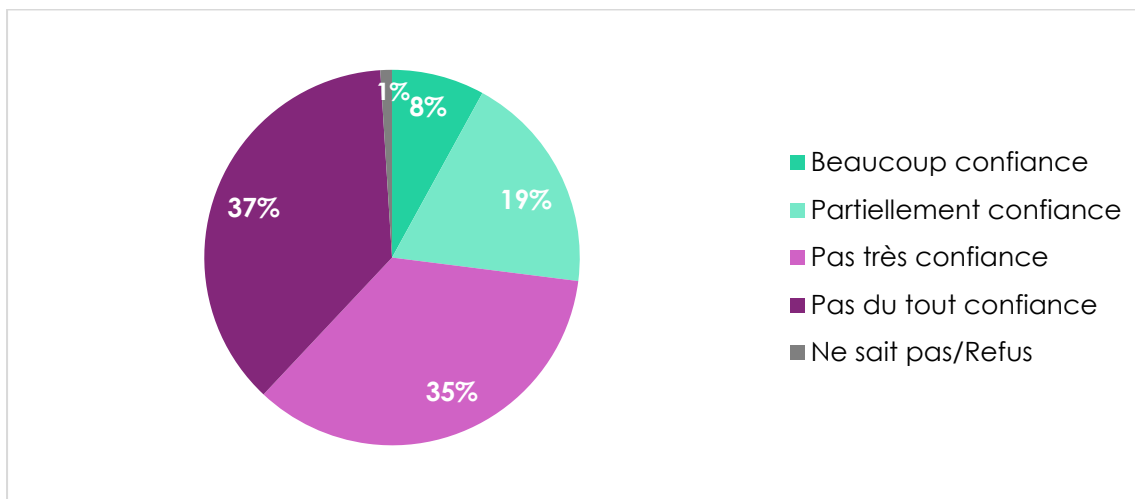
Question posée aux répondants qui disent qu'il n'est pas probable qu'ils se fassent vacciner : Quelle est la principale raison pour laquelle il est peu probable que vous receviez un vaccin contre la COVID-19 ? (Les répondants qui déclarent avoir été vaccinés sont exclus.)

Les doutes relatifs à l'innocuité des vaccins pourraient constituer un obstacle majeur aux efforts déployés par le gouvernement pour protéger la population contre les maladies. Environ seulement un quart (27%) des Camerounais disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au gouvernement pour garantir l'innocuité des vaccins COVID-19, tandis qu'une majorité (72%) de répondants expriment « pas très » (35%) ou « pas du tout » confiance (37%) (Figure 7).

Il existe une forte corrélation entre la confiance des citoyens en la capacité du gouvernement à garantir l'innocuité des vaccins et leur volonté de se faire vacciner (Figure 8). Les répondants qui font « beaucoup » confiance au gouvernement en ce qui concerne

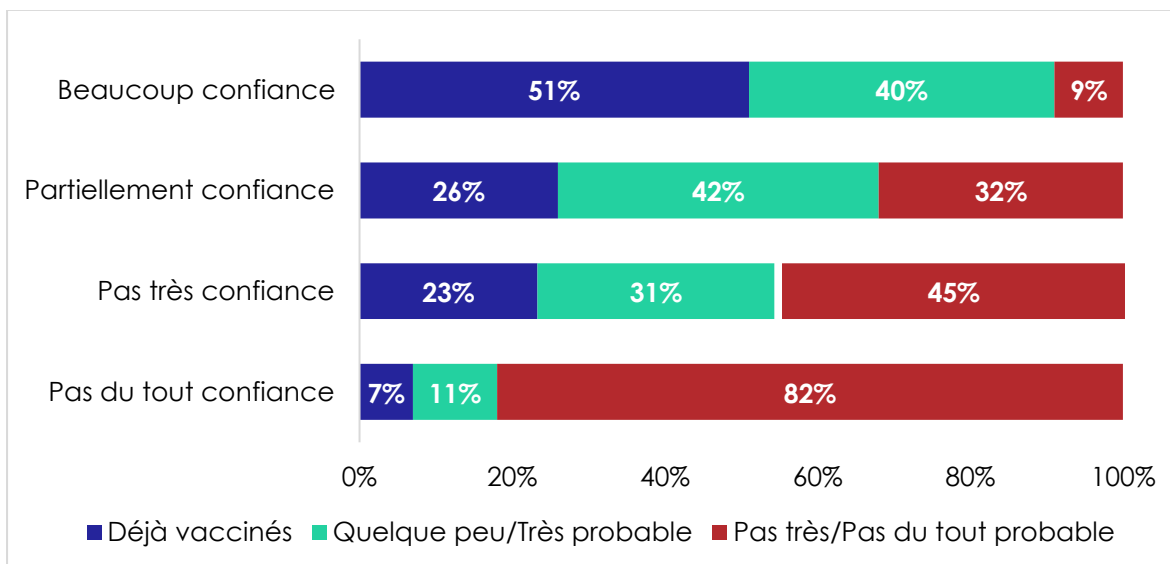
l'innocuité des vaccins sont environ sept fois plus susceptibles de se faire vacciner que ceux qui n'expriment aucune confiance (51% contre 7%). Le manque de volonté de se faire vacciner est neuf fois plus fréquent dans le groupe « pas du tout confiance » (82%) que dans le groupe « beaucoup confiance » (9%).

Figure 7 : Confiance au gouvernement pour garantir la sûreté des vaccins anti-COVID-19 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens camerounais est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ?

Figure 8 : Probabilité de se faire vacciner | par confiance au gouvernement d'assurer la sûreté du vaccin | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants :

Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ?

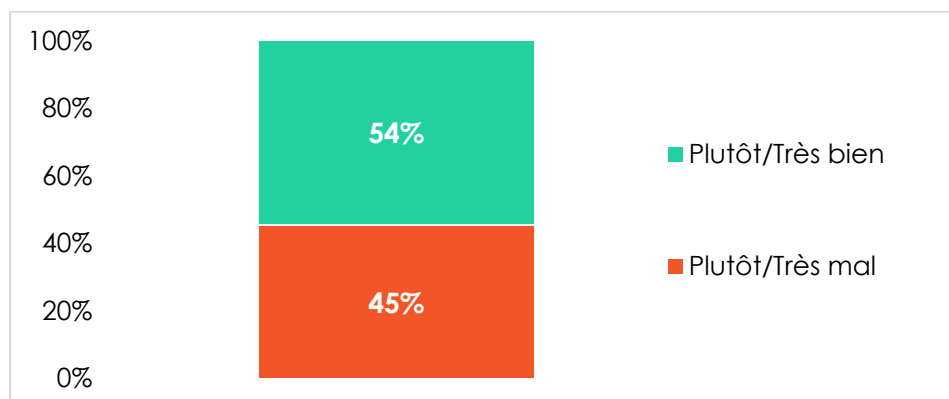
A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens camerounais est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ?

De la riposte gouvernementale à la COVID-19

Les Camerounais sont divisés dans leur évaluation de la performance gouvernementale globale dans la gestion de la riposte à la pandémie. Une majorité (54%) d'entre eux déclarent que le gouvernement a affiché une performance « assez bonne » ou « très bonne », mais une large minorité (45%) de répondants ne sont pas d'accord (Figure 9).

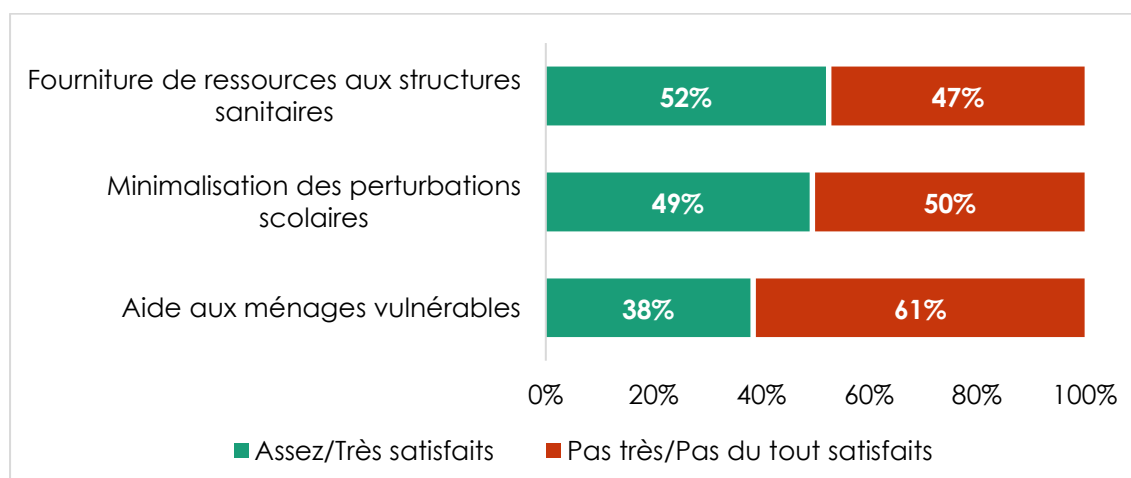
Les citoyens évaluent également de manière mitigée la riposte gouvernementale contre trois problèmes spécifiques liés à la pandémie (Figure 10) : Environ la moitié des citoyens se disent satisfaits des efforts déployés par le gouvernement pour veiller à ce que les établissements de santé disposent de ressources suffisantes pour faire face à la COVID-19 (52%) et que les perturbations de l'éducation des enfants soient réduites au minimum (49%), tandis qu'ils sont moins nombreux à penser qu'il a fait du bon travail en matière d'aide aux ménages vulnérables (38%).

Figure 9 : Perception sur la gestion de la pandémie par le gouvernement
 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel conduit bien ou mal la gestion de la réponse de la pandémie de COVID-19 ?

Figure 10 : Satisfaction par rapport à certains aspects de la gestion de la COVID-19 par le gouvernement
 | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait de la réponse du gouvernement à la COVID-19 dans les domaines suivants ?

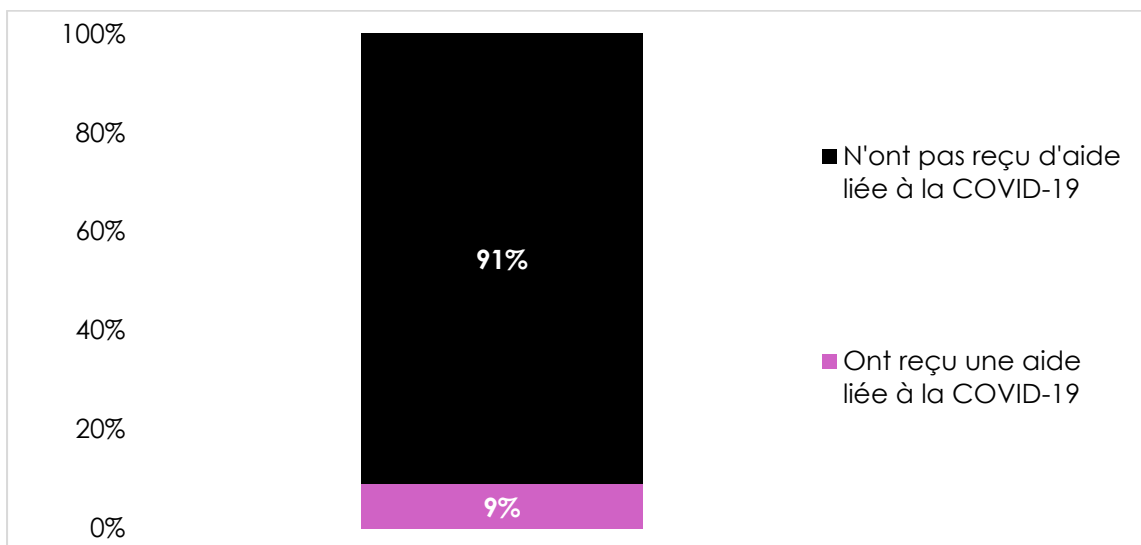
Aide d'urgence COVID-19

Un sur 10 (9%) des Camerounais déclarent que leurs ménages ont reçu une aide de secours pour la pandémie de la part du gouvernement, tandis que 91% déclarent qu'ils n'en ont pas reçu (Figure 11).

Les ménages ruraux sont deux fois plus susceptibles de bénéficier de l'aide gouvernementale que ceux des zones urbaines (12% contre 6%) (Figure 12). Les citoyens ayant un niveau d'instruction primaire ou n'ayant pas fait d'études (13%) sont plus susceptibles de déclarer avoir bénéficié d'une aide que leurs concitoyens plus instruits (8%).

Seulement un cinquième (20%) des citoyens déclarent que l'aide liée à la COVID-19 a été distribuée « quelque peu équitablement » ou « très équitablement », tandis que 76% pensent qu'elle a été distribuée de manière injuste (Figure 13).

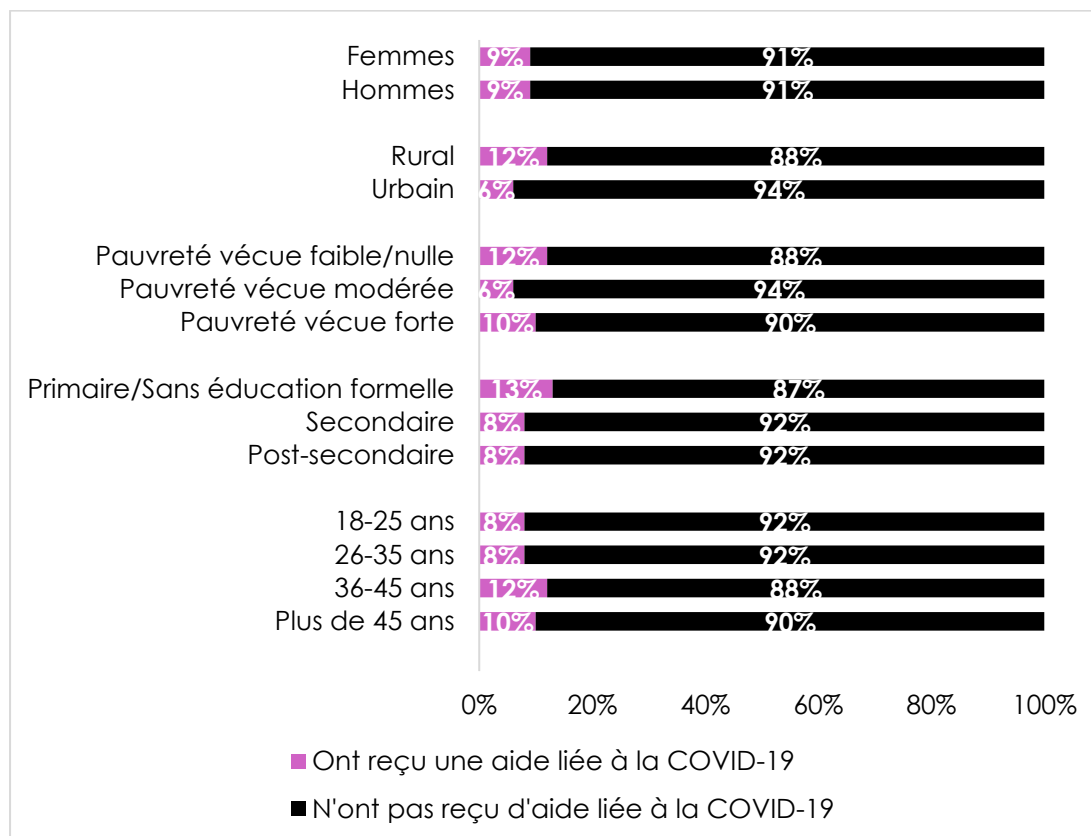
Figure 11 : Avoir bénéficié d'une assistance liée à la COVID-19 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ?

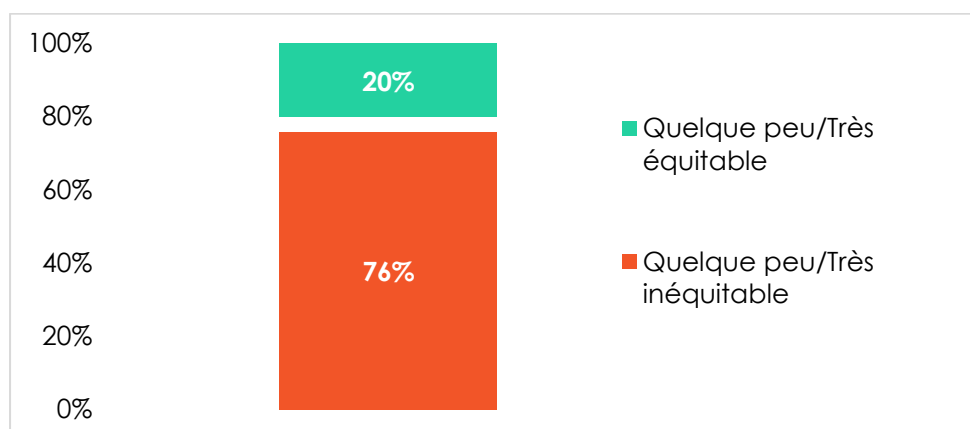
Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 12 : Avoir bénéficié d'une assistance liée à la COVID-19 | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ?

Figure 13 : La distribution de l'aide liée à la COVID-19 était-elle équitable ? | Cameroun | 2022

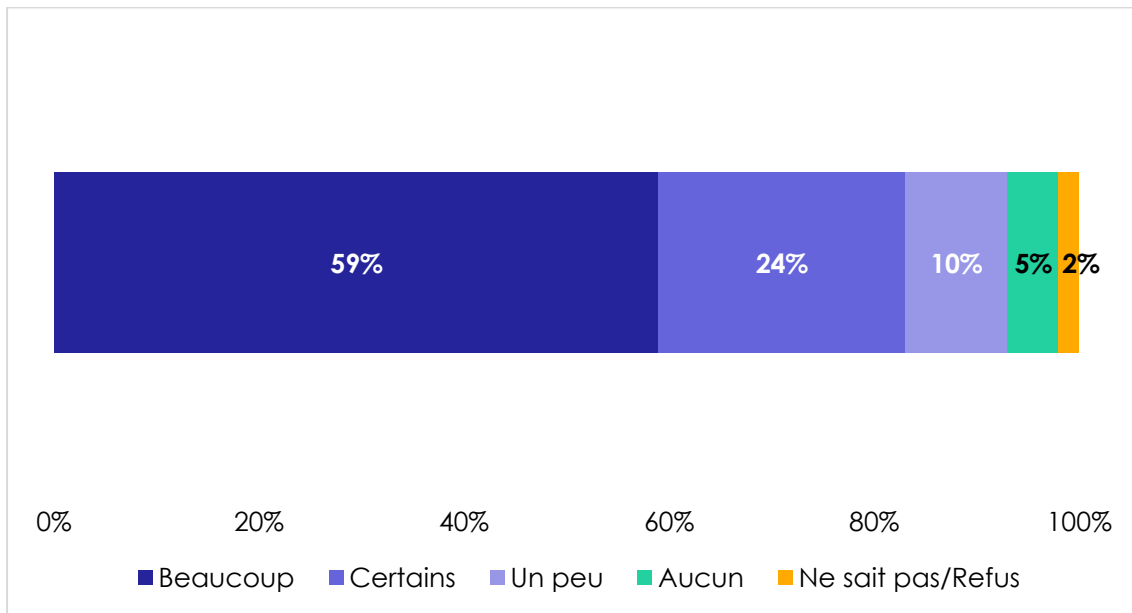


Question posée aux répondants : Pensez-vous que la distribution de l'aide gouvernementale aux personnes pendant la pandémie de COVID-19, par exemple par le biais des emballages alimentaires ou paiement en espèces, a été équitable ou inéquitable ?

De la corruption en lien avec la COVID-19

Outre les critiques sur l'équité de l'aide gouvernementale, plus de huit citoyens sur 10 (83%) estiment que « certains » (24%) ou « beaucoup » (59%) des ressources destinées à la riposte contre la COVID-19 ont été englouties par la corruption. Seuls 5% affirment qu'aucune de ces ressources n'a été détournée (Figure 14).

Figure 14 : Perception sur le détournement de moyens de lutte contre la COVID-19
 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : *Considérant tous les fonds et ressources disponibles pour le gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de la COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption ?*

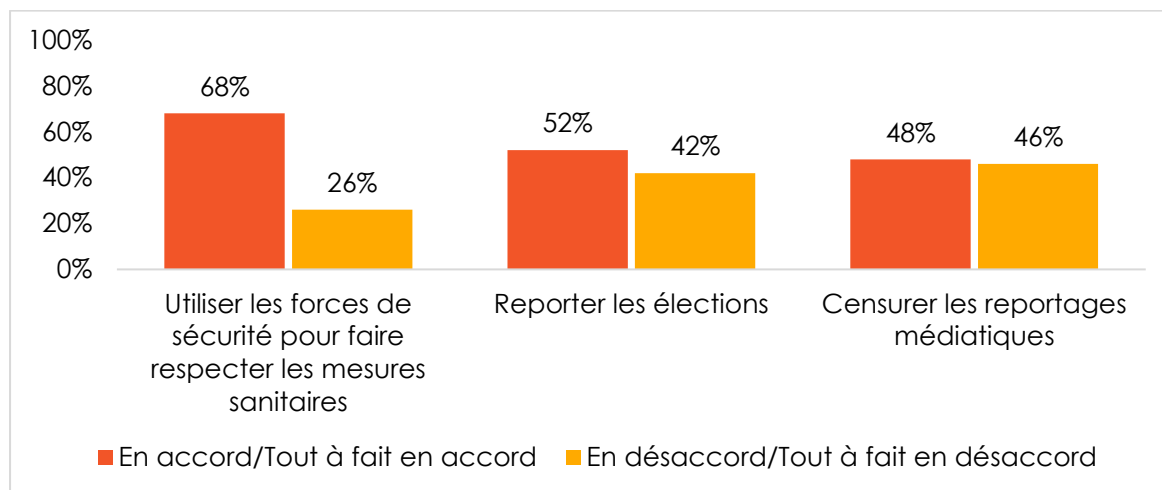
Faut-il imposer une limitation des libertés démocratiques lors d'une pandémie ?

De nombreux pays ont imposé des mesures de confinement ou des couvre-feux au plus fort de la pandémie. Ces restrictions ont fait l'objet de débats dans plusieurs pays d'Afrique, soulevant des questions sur la mesure dans laquelle les citoyens sont prêts à renoncer à certaines libertés, même temporairement, pour protéger la santé publique.

Au Cameroun, plus de deux tiers (68%) des citoyens sont en « accord » ou « tout à fait en accord » pour dire qu'il est justifié que le gouvernement recoure aux forces armées ou à la police pour faire respecter les consignes de santé publique lors d'une situation d'urgence telle que la pandémie (Figure 15).

Une majorité beaucoup plus faible de répondants (52%) accepteraient le report des élections en cas de crise sanitaire. Par ailleurs, les avis sont à peu près également partagés en ce qui concerne la censure des médias pendant une crise sanitaire : 48% des répondants considèrent que cette mesure est acceptable, tandis que 46% la jugent inacceptable.

Figure 15 : Limiter les libertés démocratiques en cas d'urgence de santé publique ?
 | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes ?

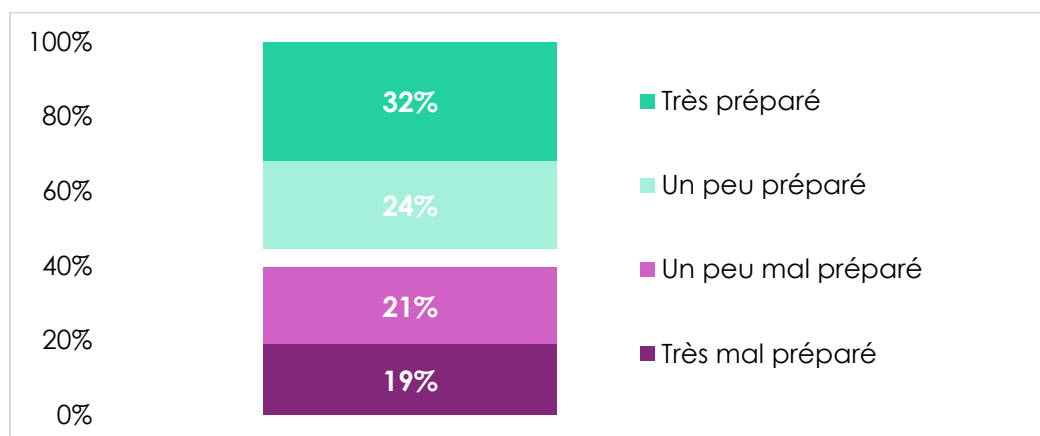
Des perspectives d'avenir

Après avoir vécu la pandémie de COVID-19, les Camerounais pensent-ils que leur gouvernement sera prêt à faire face à de futures urgences de santé publique ?

Une majorité (56%) de Camerounais affirment que le gouvernement sera « un peu préparé » (24%) ou « très préparé » (32%), tandis que 40% pensent qu'il ne le sera pas (Figure 16).

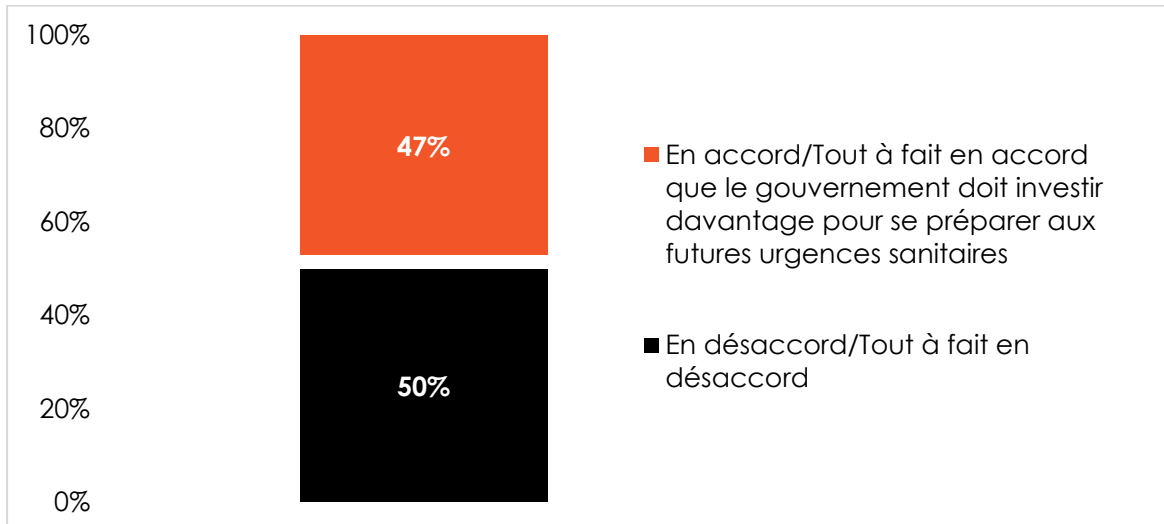
Les avis sont mitigés quant à savoir si le gouvernement devrait investir davantage dans la préparation de futures urgences de santé publique, même si cela implique une diminution des ressources disponibles pour d'autres services de santé : 48% disent oui, 50% disent non (Figure 17).

Figure 16 : Préparation aux futures urgences sanitaires | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Après avoir vécu la pandémie de COVID-19 au Cameroun, dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement sera préparé ou non pour faire face aux futures urgences de santé publiques ?

Figure 17 : Plus d'investissement dans la préparation aux urgences sanitaires ?
 | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : *Etes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Notre gouvernement doit investir davantage de nos ressources de santé dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé ?*

Conclusion

Les résultats de l'enquête révèlent des niveaux significatifs de réticence vis-à-vis des vaccins parmi les Camerounais, dont la plupart disent qu'ils ne font pas confiance au gouvernement pour garantir l'innocuité des vaccins COVID-19.

Si plus de la moitié des citoyens saluent la gestion globale de la pandémie par le gouvernement et pensent que celui-ci est au moins « un peu » préparé à une future urgence sanitaire, une grande majorité de répondants se montrent très critique quant à la gestion de l'aide et soupçonnent que des ressources destinées à la riposte à la COVID-19 ont été détournées.

La plupart des Camerounais ne voient pas d'inconvénient à ce que la police ou l'armée fassent respecter les consignes de santé publique en cas de pandémie, mais les avis sont divergents quant à savoir si la censure des médias et le report des élections sont des mesures acceptables lors d'une crise de santé publique.

Références

- Esso, L., et al. (2021). Cameroon's bold response to the COVID-19 pandemic during the first and second waves. *Lancet*, 21(8), 1064-1065.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Mviena, J. L. M., et al. (2020). How mental health care is changing in Cameroon because of the COVID-19 pandemic. *Lancet*, 7.
- Organisation Internationale du Travail. (2020). Cameroon - Rapid evaluation of the impact of COVID-19 on employment and the labour market in Cameroon.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2024). WHO COVID-19 dashboard.
- Takoguen, G., & Sieleunou, I. (2021). The fight against COVID-19 in Cameroon: An analysis of strategic purchasing efforts in response to the pandemic. Strategic Purchasing Africa Resource Center.
- Worldometer. (2024). COVID-19 dashboard.

Walleign S. Hassen est étudiant en sciences politiques à University of Florida. Email : whassen@ufl.edu.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), le Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et le Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya. Le Michigan State University (MSU), l'université de Cape Town (UCT), et l'University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères du Finlande, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

For more information, please visit www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 859 | 19 septembre 2024